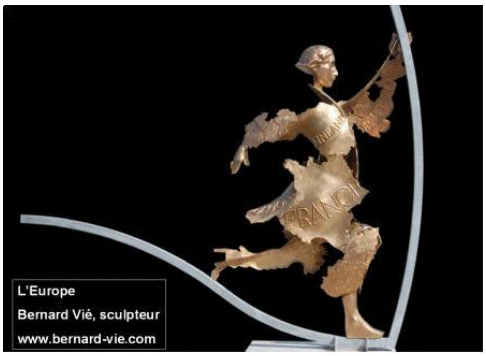
Nouvelles d'Europe. Janvier 2012. N° 1201



2012 : rebond ou enlisement de l'Union européenne

François Vié.

Chronique hebdomadaire d'actualité sur l'Union européenne. Diffusion sur Radio PFM (99.9) lundi à 11h, mardi à 14h, mercredi à 6h 45, jeudi à 8h et vendredi à 9h. Les chroniques peuvent être écoutées et lues sur **nouvellesdeurope.com**

L'Union européenne est en péril : l'endettement excessif de certains Etats de la zone euro a obligé les autres Etats de la zone à les secourir. La solidarité des Européens est mise à l'épreuve. La zone Euro est menacée d'éclatement, ce qui est un risque pour l'unité de l'Union elle-même.
2011 a été marqué par une série de réunions au sommet pour chercher des solutions au sauvetage de la Grèce, aux risques de contagion aux autres pays, à la gouvernance de la zone euro. L'année s'est achevée le 9 décembre sur un accord entre 26 des 27 pays de l'Union pour négocier un nouveau traité. Ce traité sera signé entre les 17 Etats de la zone Euro mais pourra être appliqué volontairement aux Etats non membres de l'euro. Il renforcera les règles de discipline budgétaire des Etats : règle d'or, engagements de limitation des déficits budgétaires, surveillance des Etats par la Commission, sanctions. Il engage les pays de la zone euro à coopérer pour faire converger leurs économies.
Par contre il n'est pas envisagé de permettre à la BCE de financer directement les Etats, ce qui couperait court à la pression des marchés financiers. L'accord ne dit rien, d'autre part, sur les moyens de relancer l'économie, alors que la récession menace.

2012 débutera donc par la négociation de ce nouveau traité, prévu pour être signé en mars. L'enjeu est important : il s'agit, pour sauver l'Euro, de rassurer sur l'avenir économique de la zone euro en créant une union économique qui complète l'union monétaire.

De nombreuses voix se font entendre pour que les Européens ne se limitent pas à mettre de l'ordre dans leurs finances, mais aussi pour qu'ils relancent ensemble l'économie européenne et refondent l'espace social et politique européen.

Confrontation Europe et deux autres instituts de réflexion européens lancent un manifeste pour une « Eurozone solidaire et intégrée » reposant sur une politique budgétaire commune, un budget de l'Union doté de ressources propres, des euro-obligations, un ministre des finances européen, mais aussi une politique commune de compétitivité et un investissement social puissant et solidaire.

Le groupe Spinelli, composé de parlementaires européens fédéralistes de toutes couleurs politiques, demande une mutualisation partielle des dettes des Etats, que la BCE puisse prêter aux Etats, mais aussi une relance économique grâce à un budget de l'Union renforcé et des emprunts obligataires. Le Comité demande que la gouvernance économique de l'Union soit organisée sous le contrôle démocratique du Parlement européen. Au-delà, il souhaite la convocation d'une Convention constituante qui aboutisse à une nouvelle répartition des compétences entre les Etats et l'Union européenne et à un approfondissement démocratique de l'Union.

Sigmar Gabriel, nouveau président du Parti social-démocrate allemand, plaide pour la transformation de l'Union en fédération avec un gouvernement européen, des pouvoirs accrus du Parlement européen, une deuxième chambre représentant les Etats.
La CDU, le parti d'Angela Merkel, songe de son côté à un gouvernement européen et à l'élection du président de la Commission au suffrage universel. Cette dernière idée est adoptée par Daniel Cohn-Bendit et par Michel Barnier. Elle est reprise en France par François Bayrou.

La négociation du nouveau traité à 26 Etats impliquera, non seulement les représentants des Etats mais aussi les institutions européennes et 3 représentants du Parlement européen, tous membres du groupe Spinelli. Il faut espérer qu'il en sortira non seulement des règles de discipline, mais aussi l'émergence d'un noyau dur de l'Europe et une relance de la construction européenne.